



Communiqué de presse

Embargo : 26.02.2018, 9h15

3 Travail et rémunération

N° 2017-0306-F

Accords salariaux 2017 dans le cadre des conventions collectives de travail (CCT)

Les salaires effectifs et minimaux ont augmenté respectivement de 0,5% et 0,8% en 2017

Neuchâtel, 26 février 2018 (OFS) – **Les partenaires sociaux signataires des principales conventions collectives de travail (CCT) de Suisse ont convenu pour 2017 d'une augmentation nominale des salaires effectifs de 0,5% et de 0,8% des salaires minimaux. Les salaires effectifs ont augmenté de 0,1% à titre collectif et de 0,4% à titre individuel. Ce sont là quelques résultats de l'enquête sur les accords salariaux conclus dans les domaines conventionnels, réalisée par l'Office fédéral de la statistique (OFS).**

Dans le cadre des principales CCT, c'est-à-dire celles qui comptent au moins 1500 personnes assujetties, les partenaires sociaux ont convenu pour 2017 de hausses nominales des salaires effectifs de 0,5% en moyenne. En tenant compte du renchérissement annuel moyen en 2017 (+0,5%), les salaires réels dans le domaine conventionnel n'ont au final pas augmenté. Un peu plus de 453'000 personnes sont concernées par des accords sur les salaires effectifs.

Les salaires effectifs ont augmenté en moyenne de 0,5%

Les salaires effectifs ont augmenté de 0,3% dans le secteur secondaire et de 0,5% dans le secteur tertiaire. Les adaptations salariales selon les sections économiques se sont échelonnées de +1% à +0,3%: Activités de services administratifs et de soutien (+1%), Activités Financières et d'assurance ainsi que Transports et entreposage (+0,9%), Information et communication (+0,6%), Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles (+0,5%), Construction (+0,4%), Industrie manufacturière ainsi que Santé humaine et action sociale (+0,3%).

Des augmentations salariales en majorité à titre individuel

En 2017, la hausse des salaires conventionnels de 0,5% s'est répartie à hauteur de 0,1% à titre collectif et de 0,4% à titre individuel. Ainsi, seul 25% de la masse salariale destinée aux augmentations de salaires a été attribuée de manière égale aux personnes concernées. Les adaptations attribuées à titre

collectif restent minoritaires dans le secteur tertiaire (14%) alors qu'elles sont majoritaires dans le secteur secondaire (58%).

Les salaires minimaux ont progressé en moyenne de 0,8%

Les salaires minimaux fixés dans les principales CCT ont été relevés de 0,8% en 2017. Environ 1'360'000 personnes sont au bénéfice d'une CCT dans le cadre de laquelle des accords sur les salaires minimaux ont été conclus.

Les salaires minimaux ont augmenté de 0,3% dans le secteur secondaire et de 0,7% dans le secteur tertiaire. Les sections économiques affichant les adaptations les plus élevées sont les Activités inclassables (employés de commerce et personnel de vente) (+1,9%) suivi des Activités de services administratifs et de soutien (+1%). A noter que quatre sections économiques enregistrent une adaptation nulle.

OFFICE FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE
Service des médias

.....
Renseignements:

Didier Froidevaux, OFS, Section Salaires et conditions de travail, tél. : +41 58 463 67 56,
e-mail : Didier.Froidevaux@bfs.admin.ch
Service des médias OFS, tél. : +41 58 463 60 13, e-mail : media@bfs.admin.ch

.....
Offre en ligne:

Autres informations et publications : www.bfs.admin.ch/news/fr/2017-0306
La statistique compte pour vous. www.la-statistique-compte.ch
Abonnement aux NewsMails de l'OFS : www.news-stat.admin.ch

.....

<p>Ce communiqué est conforme aux principes du Code de bonnes pratiques de la statistique européenne. Ce dernier définit les bases qui assurent l'indépendance, l'intégrité et la responsabilité des services statistiques nationaux et communautaires. Les accès privilégiés sont contrôlés et placés sous embargo.</p>
--

<p>Aucun accès privilégié n'a été accordé pour ce communiqué.</p>

Enquête sur les accords salariaux (EAS)

Méthodologie

Lors de l'EAS, l'Office fédéral de la statistique (OFS) sélectionne les CCT de droit public et privé concernant au moins 1500 personnes salariées sur la dernière période observée (principales CCT). Les CCT doivent en outre contenir des dispositions normatives et être en vigueur dans la période d'observation du 1^{er} mars au 30 juin de l'année d'enquête. Deux parties signataires des CCT, une côté employeur et une côté travailleur, sont interrogées par questionnaire écrit, sur les négociations salariales qu'elles ont conduites et sur les accords salariaux qui en résultent.

Lorsque des négociations salariales sont considérées comme échouées par une partie contractante mais que la CCT et les conditions de travail en question restent en vigueur on enregistre un résultat nul (adaptation de 0%).

Les accords salariaux comprennent principalement l'adaptation des salaires effectifs (salaires effectivement versés aux personnes relevant de la CCT) et/ou l'adaptation des salaires minimaux (salaires fixés dans la CCT). L'adaptation des salaires effectifs correspond à une variation de la masse salariale des entreprises, l'adaptation des salaires minimaux est un indicateur d'évolution des salaires tarifaires. Les adaptations salariales prises en compte entrent en vigueur au plus tard à la fin du premier semestre de l'année d'enquête et au plus tôt au cours du deuxième semestre de l'année précédente.

Lorsque, dans une CCT, les salaires minimaux ou grilles salariales sont nouvelles ou modifiées dans leur composition, l'adaptation salariale n'est pas calculable ; la CCT n'est donc pas prise en compte dans le résultat. On indique alors de manière séparée le nombre de personnes couvertes par ces nouveaux minima de rémunération.

Les adaptations des salaires effectifs et des salaires minimaux sont calculées de manière à tenir également compte de tout changement dans la durée du travail convenu par les partenaires sociaux. En effet, la durée du travail a une incidence sur le salaire horaire.

Les adaptations moyennes sont calculées par branches, sections et secteurs économiques de la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA 2008). Le pourcentage d'adaptation convenu dans le cadre de chaque CCT est pondéré par le nombre de personnes salariées assujetties à la CCT.

Définitions

Adaptation des salaires effectifs ou minimaux

Variation des salaires par rapport à l'année précédente, convenue par les partenaires sociaux ; exprimée en pourcentage ou en francs, elle peut être positive, nulle ou négative.

Assujetti (e)

Est qualifiée d'assujettie toute personne physique ou morale (travailleur ou employeur) liée à une CCT, soit parce qu'elle est comprise dans les personnes que la CCT englobe dans son domaine d'application, soit par déclaration d'adhésion.

Adaptation à titre collectif des salaires effectifs

La masse salariale des entreprises est augmentée d'un pourcentage déterminé. Son augmentation est répartie de manière identique entre tous les travailleurs relevant de la CCT, soit en termes relatifs, soit en termes absolus. Sont aussi prises en compte les primes uniques et les participations au bénéfice, attribuées collectivement.

Adaptation à titre individuel des salaires effectifs

La masse salariale des entreprises est augmentée d'un pourcentage déterminé. Son augmentation est attribuée à certaines personnes ou certains groupes de personnes en fonction de critères personnels (expérience, ancienneté etc...) et en fonction de l'évaluation de leurs prestations.

Convention collective de travail (CCT)

Accord passé entre, d'une part, une ou plusieurs association(s) d'employeurs ou/et un ou plusieurs employeur(s) et, d'autre part, une ou plusieurs association(s) de travailleurs afin d'établir en commun des clauses sur la conclusion, l'objet et la fin des contrats individuels de travail (dispositions normatives). Une CCT peut également contenir d'autres clauses (dispositions semi-normatives) pourvu qu'elles concernent les rapports entre employeurs et travailleurs ; elle peut même être limitée à ces clauses. La convention peut en outre régler les droits et obligations réciproques des parties contractantes (dispositions obligationnelles directes), ainsi que le contrôle et l'exécution des clauses prévues.

Les CCT signées du côté employeur par une ou plusieurs association(s) d'employeurs sont dénommées CCT d'associations, les CCT signées du côté employeur par les représentants d'une ou plusieurs entreprises sont dénommées CCT d'entreprise(s).

CCT étendue

CCT déclarée de force obligatoire par décision officielle : les dispositions de la CCT visées par la déclaration d'extension s'appliquent à l'ensemble des employeurs et des travailleurs actifs dans le domaine économique et géographique sur laquelle la CCT porte. Les parties contractantes de la CCT sont les initiatrices de l'extension.

Négociations salariales

Pourparlers entre les parties signataires de la CCT en vue de fixer les conditions de rémunération des personnes salariées assujetties. Les négociations salariales peuvent déboucher ou non sur un accord. En cas de litige, une commission paritaire ou un tribunal tranchent par une décision arbitrale. Dans quelques CCT où les conditions de rémunération ne sont pas définies, aucune négociation n'est prévue.

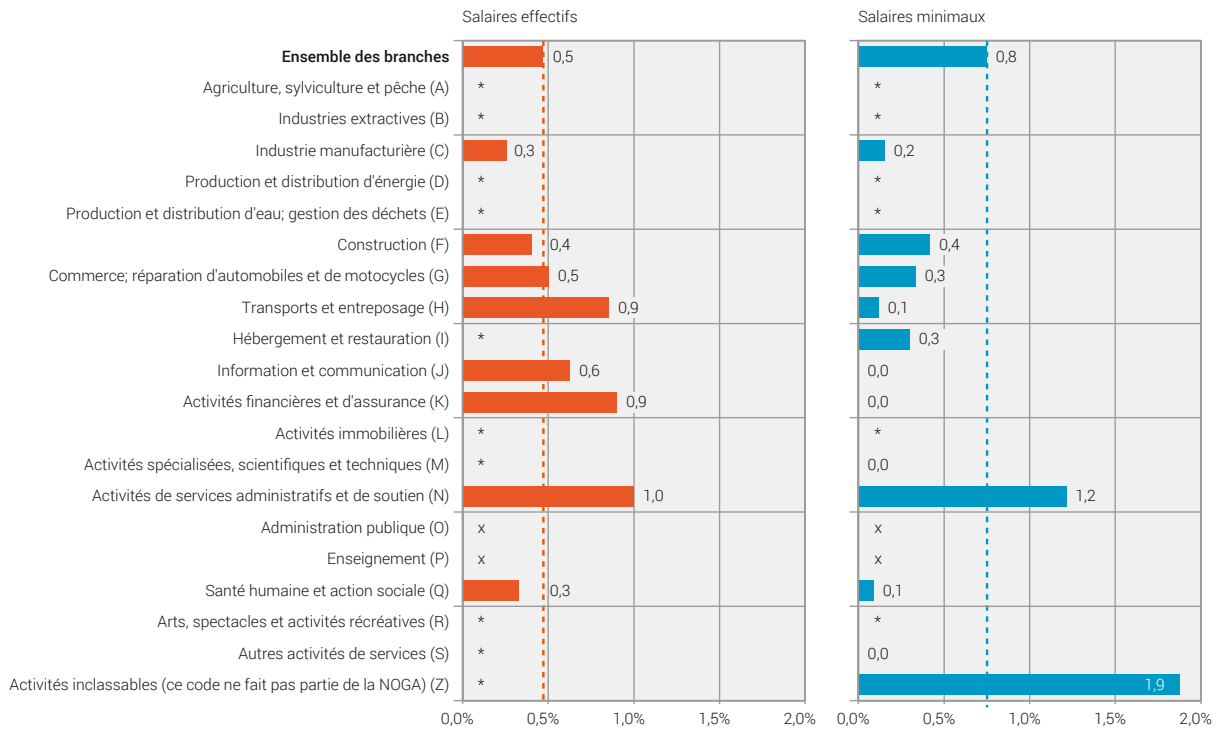
Salaires effectifs

Salaires bruts effectivement perçus par les travailleurs assujettis à la CCT. Les salaires effectifs comprennent tout 13ème salaire éventuel. Ils se composent en général d'une part fixe liée à la fonction (salaire de base) et d'une part individuelle liée à l'expérience et la prestation. Les versements non périodiques alloués collectivement tels que primes uniques ou participations au bénéfice sont inclus s'ils sont négociés ou prévus dans la CCT.

Salaires minimaux / salaires tarifaires

Montants minimaux de rémunération négociés par les parties contractantes et inscrits dans la CCT ou ses avenants. Les salaires minimaux se présentent sous forme de montants uniques (annuels, mensuels ou horaires) pour différentes catégories de travailleurs ou, dans le cas de grilles salariales, ils correspondent aux limites inférieures des classes de salaires.

Adaptations des salaires¹ selon les sections économiques, en 2017



¹ Conventions collectives de travail concernant au moins 1500 personnes salariées assujetties

* non pertinent

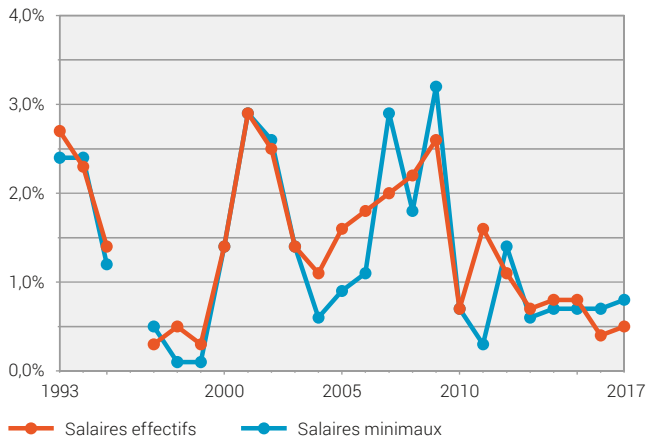
X non indiqué pour des raisons liées à la protection des données

Source: OFS – Enquête sur les accords salariaux

© OFS 2018

Adaptations salariales¹ en Suisse

En termes nominaux

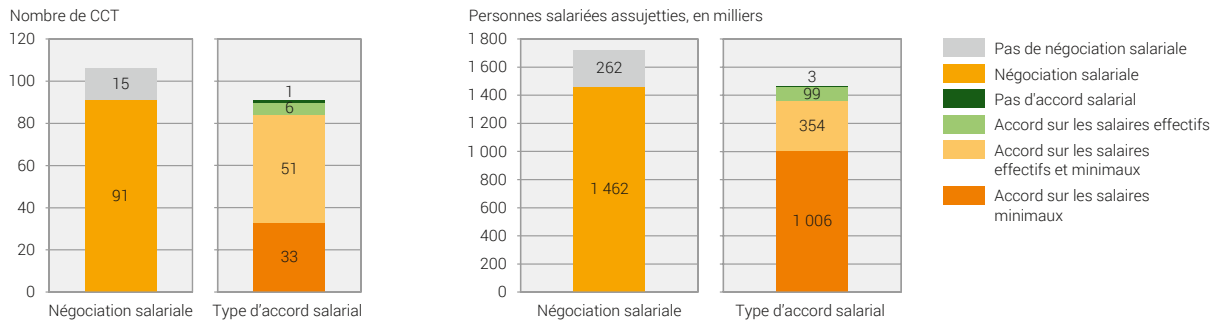


¹ 1993–2014: Conventions collectives de travail concernant au moins 1500 personnes salariées assujetties; pas d'enquête réalisée en 1996; 2015–2016: Conventions collectives de travail concernant au moins 100 personnes salariées assujetties; 2017: Conventions collectives de travail concernant au moins 1500 personnes salariées assujetties.

Source: OFS – Enquête sur les accords salariaux

© OFS 2018

Conventions collectives de travail (CCT)¹ selon le résultat des négociations salariales pour 2017



¹ Conventions collectives de travail contenant des dispositions normatives et concernant au moins 1 500 personnes